Burundi : RSF dénonce à l’acharnement l’encontre des journalistes de la RPA

Reporters sans frontiÃ¨res, 1er octobre 2010BurundiÂ : La principale radio dâ€™opposition subit lâ€™oppression des autoritÃ©sReporters sans frontiÃ¨res dÃ©nonce lâ€™acharnement des autoritÃ©s burundaises Ã lâ€™encontre des journaliste Radio Publique Africaine (RPA), station associative liÃ©e au principal parti dâ€™opposition Mouvement pour la solidaritÃ© et le dÃ©veloppement (MSD). Au cours des derniÃ¨res semaines, lâ€™organisation a recensÃ© plusieurs tentatives de dÃ©stabilisa pour le moins prÃ©occupantes.La stigmatisation de RPA par le gouvernement burundais et la multiplication des arrestations de ses membres sont inacceptables. Nous craignons que ces mesures de rÃ©torsion ne se concluent par la fermeture dÃ©finitive de la station. FondÃ©e par lâ€™ancien journaliste et candidat Ã lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle, Alexis Si principal initiateur du MSD, et considÃ©rÃ©e par le pouvoir comme la voix du parti dâ€™opposition, la radio subit les consÃ©quences des tensions politiques faisant suite aux consultations Ã©lectorales de lâ€™Ã©tÃ© dernier.Arrestations en cascadeDepuis plus de quinze jours, le responsable du parc automobile de Radio Publique Africaine, Faustin Ndikumana, est dÃ©tenu dans les cachots des services de renseignements Ã Bujumbura. ConvoquÃ© pour sâ€™expliquer sur lâ€™origine dâ€™un vÃ©hicule dans lequel il a Ã©tÃ© arrÃªtÃ©, lâ€™employÃ© de la radio a Ã©tÃ© placÃ deux jours plus tard. Il comparait devant le parquet de la mairie de Bujumbura.Le 27 septembre 2010, FranÃ§ois Nyamoya, porte-parole du MSD et avocat de RPA, a Ã©tÃ© placÃ© en dÃ©tention provisoire Ã la prison centrale de Bujumbura aprÃ¨s seulement quelques heures dâ€™interrogatoire. Son arrestation fait suite Ã une plainte pour "injures" et "dÃ©nonciation calomnieuse" dÃ©posÃ©e par le chef des services de renseignements. Celui-ci lui reproche de lâ€™avoir qualifiÃ© de "voleur" cours dâ€™une Ã©mission politique, le 19 septembre dernier.Deux autres membres de la station comparaissent, depuis le 29 septembre dernier, devant le parquet de la mairie de Bujumbura. Jean-Marie Vianney Hicuburundi, reprÃ©sentant lÃ©gal et gestionnaire de la radio, et Alain Ntamagendero, directeur administratif et financier, sont interrogÃ©s dans le cadre dâ€™une information judiciaire concernant RPA. Leonce Niyongabo, directeur de lâ€™antenne de RPA Ã Ngozi (nord du pays), est convoquÃ© aujourdâ€™hui, 1er octobre 2010, toujours dans le cadre dâ€™une information judiciaire.Tracasseries administrativesLe 22 septembre, en tant que reprÃ©sentant lÃ©gal de la radio, Jean-Marie Vianney Hicuburundi a reÃ§u une lettre du ministre de lâ€™IntÃ©rieur burundais lui demandant de rectifier les erreurs de forme et de fond que contiendrait lâ€™agrÃ©ment de lâ€™association.Nous ne comprenons pas les raisons qui poussent les autoritÃ©s Ã rÃ©clamer, aujourdâ€ mise en conformitÃ© des statuts de la radio. Lâ€™agrÃ©ment a Ã©tÃ© dÃ©livrÃ© Ã cette station associative il y a plus de dix dÃ©cret-loi Ã laquelle les autoritÃ©s se rÃ©fÃ¨rent pour la mise en conformitÃ© date de 1992. Pourquoi RPA nâ€™a-t-elle jam inquiÃ©tÃ©e sur ce point durant toutes ces annÃ©esÂ ?Mise Ã lâ€™Ã©cartEnfin, les journalistes de RPA sont parfois Ã©cartÃ certaines rÃ©unions publiques. Ainsi, lors dâ€™une confÃ©rence de presse donnÃ©e le 23 septembre dernier, le prÃ©sident d RÃ©publique, Pierre Nkurunziza, de retour dâ€™un voyage en Inde, a refusÃ© lâ€™entrÃ©e aux journalistes de la radio. Trois stations privÃ©es (Isanganiro, Bonesha FM et la radio et tÃ©lÃ©vision privÃ©e Renaissance) se sont vu Ã©galement interdire lâ€™accÃ¨s Ã ce rendez-vous auquel seuls les mÃ©dias progouvernementaux ont pu assister.